

# front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

NUMERO SPECIAL

JUILLET-AOUT 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P. 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

1,00 F

## PAYSANS: aux cotés de la classe ouvrière en avant vers la révolution socialiste !

Le mouvement paysan qui se déroule depuis le mois de juillet n'avait pas connu d'ampleur aussi semblable depuis de nombreuses années. La variété des secteurs géographiques touchés et des productions agricoles concernées, montre l'ampleur de la crise actuelle à la campagne : qu'il s'agisse des petits producteurs de pêches de la vallée du Rhône, des producteurs de légumes du Lot-et-Garonne, des éleveurs de porcs de Bretagne ou du Nord, des petits producteurs de lait ou de viande de bœuf de toute la France... tous protestent contre la chute spectaculaire des cours à la production, qui se conjugue avec une hausse accélérée des charges subies par les paysans. Citons quelques chiffres : en un an, le veau de boucherie a baissé de 25% de même que la viande bovine. Les cours du porc charcutier se sont effondrés de 30% au moins depuis le début de l'année. Le lait reste au même prix que l'an dernier mais les charges ont augmenté considérablement : le tracteur de 50 cv a augmenté de 24% en un an, la ficelle de presse de plus de 210%, les engrais super-phosphatés de 43% les 100 kg... C'est pour cela que massivement les paysans petits et moyens se sont révoltés et ont déclenché des actions nombreuses et diverses, allant des attaques de préfectures, de perceptions d'impôts, aux séquestrations de ministres (D'Ornano, Ansquer...), aux barrages de routes ou aux ventes de viande directe aux consommateurs pour expliquer aux travailleurs de la ville en quoi ils ne sont nullement responsables de la hausse des prix et quelles sont leurs revendications : pouvoir vivre de leur travail. De nombreuses visites aux abattoirs, aux entrepôts frigorifiques, aux frontières ont été organisées pour saisir la viande d'importation et démasquer le gouvernement qui prétend s'employer à la stopper ! Ces mouvements ont ainsi clairement mis en accusation l'Etat capitaliste et la politique de la bourgeoisie à la campagne. Giscard d'Estaing l'a si bien compris qu'il a interdit à ses ministres de se montrer dans les campagnes, de peur que les paysans leur demandent des comptes ou les ridiculisent comme par exemple lors de l'inauguration de l'autoroute Orléans-Tours, où Galley n'a pu arriver jusqu'au «buffet campagnard» richement garni que venaient d'investir les paysans.

### LE MARCHÉ COMMUN DEMYSTIFIÉ

Les faibles mesures gouvernementales que nous étudions par ailleurs, décidées à la hâte pour tenter d'apaiser la colère des paysans ne sont pas arrivées à la stopper, de nombreuses actions sont prévues et préparées pour le mois d'août. La décision officielle des neuf du marché commun d'arrêter les importations de viande de bœuf, n'a pas non plus satisfait les paysans. C'est un signe nouveau et particulièrement significatif de la crise à la

campagne et de la faille taillée dans les illusions que la bourgeoisie diffuse sans relâche chez les paysans.

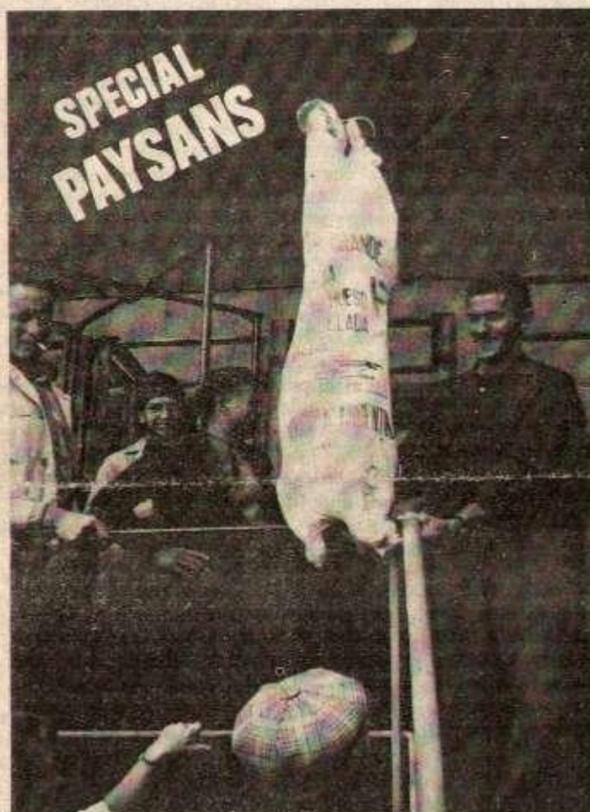
Alors que depuis l'apparition même de «l'Europe des 6» en 1958, la bourgeoisie fait miroiter le marché commun agricole comme le moyen pour les paysans français de s'en sortir, de faire face à leurs difficultés en trouvant de nouveaux débouchés, ceux-ci ne croient plus aujourd'hui à ces tromperies. Longtemps le marché commun agricole a servi d'alibi au gouvernement pour justifier ses mauvais coups contre les paysans. On avait l'habitude d'entendre les dirigeants de la FNSEA tel Debatisse, appeler les paysans à «lutter pour soutenir le gouvernement qui négocie à Bruxelles» ; lors des négociations sur le prix de la viande au début de l'année, on a même entendu Debatisse affirmer que ce qui avait été arraché l'avait été grâce au mouvement des paysans et au bon comportement du ministre de l'agriculture à Bruxelles (c'était Chirac, à l'époque) qui avait bien défendu «ses» paysans. Le ministre se présentait ainsi en quelque sorte comme le délégué des paysans français à Bruxelles. Et chaque fois que les cours étaient insuffisamment relevés, ou que les importations étaient autorisées, le responsable n'était plus le gouvernement français mais le «conseil des 9» ! Cela aujourd'hui ne prend plus tellement. Les Debatisse et Cie, après avoir timidement approuvé les mesures gouvernementales, se sont empressés devant la poursuite du mouvement de les qualifier de dérisoires, insuffisantes...

C'est que les résultats du Marché Commun sont de plus en plus éloquentes. Que reste-t-il des promesses initiales du gouvernement sur les objectifs officiels poursuivis par le marché commun agricole : accroissement de la productivité, niveau de vie équitable pour la population agricole, stabilité des marchés...

Plus de dix ans après ces promesses, les paysans peuvent faire leurs comptes ! Certes, au niveau global, il y a eu un bond important de la production agricole, et un certain développement des exportations agricoles (multipliées par 3... tout comme les importations agricoles). Mais qui en a profité, et comme cela s'est-il traduit sur la vie du petit paysan ou du paysan moyen ?

● L'augmentation de la productivité a été obtenue au prix d'une modernisation poussée exigeant des capitaux dont ne disposent ni le petit paysan, ni souvent le paysan moyen. Obligé de recourir au crédit agricole pour des sommes importantes, il est ainsi devenu encore plus dépendant du capitalisme. L'attribution des prêts par le Crédit Agricole obéit à des règles sélectives édictées par le gouvernement dans la ligne des décisions du Marché Commun, et combinées aux intérêts locaux des capitalistes agraires : tel petit paysan se verra refuser un crédit parce que son âge, ou la taille de son exploitation n'offre pas de garantie suffisante de rétribution

( suite page 2 )



LIMOGES:

à la S.T.E.F. les paysans découvrent  
de la viande d'importation (en haut).

Le directeur tente de se justifier





# INTERVIEW DE PRODUCTEURS DE PORC ET DE LAIT DE BRETAGNE

**F.R. Comment se passe la vente de vos produits ?**

**Georges :** Quand je veux vendre des porcs, je les déclare à la coopérative, et, au marché de Lamballe, plusieurs coopératives ou groupements de producteurs amènent ainsi ce qu'ils ont à vendre. Les propriétaires d'abattoirs décident s'ils veulent acheter et combien ils achètent à chaque vendeur. Il y a des gars qui classent les cochons suivant leur qualité. Ces gens-là sont indépendants des abattoirs, si bien que quand le petit producteur vend directement à l'abattoir, c'est l'abattoir qui fixe la qualité des cochons suivant son intérêt... Là, ils font ce qu'ils veulent. L'autre jour, sur un lot de porcs, j'en avais un qui était faible sur ses pattes, il faisait 60 kg. On reçoit un télégramme de l'abattoir : « Porc saisi totale 80 kg » (On déclare « saisi » un animal malade impropre à la consommation et il n'est pas payé à l'éleveur NDLR). Ce n'était pas le mauvais qu'ils avaient saisi, mais un gros de 80 kg. Et rien à dire, ça aussi, c'est des pratiques courantes. Et moi, je suis à la coopérative, mais elle n'a rien de plus à dire.

Le petit producteur aussi peut aller à la coopérative mais si tu ne fournis par une production suffisante, tu te fais pénaliser sur le prix. Si tu ne livres pas un minimum de 10 porcs à chaque fois, tu touches 30 c. de moins au kg. Alors, le petit producteur préférera vendre à l'abattoir qui lui paiera 5 c. de plus du kilo, mais qui le déclassera d'une qualité, ou le volera sur le poids... C'est une façon comme une autre de supprimer les petits agriculteurs ! Finalement c'est le même principe que les primes à la quantité.

**F.R. : Et pour le lait ?**

**Jacques :** Pour le lait, c'est encore pire, les primes à la quantité pour les gros producteurs, ça va jusqu'à 7 c. du litre. Pour ces primes, on prélève 1,5 c. du litre de lait ramassé à tous, et on redistribue ça au gros. Dans certains cas, on a même poussé la plaisanterie jusqu'à redonner à tous des primes à la quantité, même aux petits, mais d'abord on leur prenait 2 c. du litre et ensuite on leur redonnait 0,3 c. de prime. Ils avaient touché la prime ! On avait réclamé la suppression de ces primes mais on nous a dit que ce n'était pas possible parce que, comme les industriels laitiers font eux aussi de telles primes, les gros producteurs menaçaient de quitter la coopérative pour aller chez les industriels.

**F.R. : Quelles sont les conséquences de cela et du développement de la crise sur les petits paysans ?**

**Madeleine :** Les petites exploitations disparaissent, des régions comme celle de Rostrenen ou de Carhaix se désertent complètement. Notre région, la Bretagne centrale, se dépeuple aussi actuellement. Alors certains vont à Paris, moins que par le passé, mais il y en a encore, et les autres vont à Rennes travailler chez Citroën. Certains y vont tous les jours et rentrent chez eux le soir, ça fait 80 km. Ils vont en car. Souvent, c'est des paysans-ouvriers, ils ont encore une petite ferme, c'est la femme qui la fait. Et, pour ceux qui se sont modernisés, qui ont investi, c'est les dettes. On est endetté au Crédit Agricole. Et les taux d'intérêts sont passés de 7% à 12%. On n'a pas 36 solutions, on est obligés de produire plus pour payer nos dettes et pour

produire plus, il faut encore investir, donc s'endetter d'avantage, c'est un cercle vicieux. On est pieds et poings liés. Parmi ceux qui ont investi, seule une minorité pourra s'en tirer, mais pour les autres, c'est sans cesse la question : rémunérer le capital et ne pas avoir un salaire décent, ou avoir un salaire mais ne pas pouvoir régler ses annuités.

**F.R. : Dans la lutte, les dirigeants de la FNSEA tentent de dévoyer le mouvement en parlant « d'unité de la profession », comment c'est ressenti par les paysans pauvres et moyens ?**

**Georges :** A Guingamp, par exemple, le dirigeant de la FDSEA est en même temps administrateur aux abattoirs Salomon. Pendant que les gars se cognaient avec les CRS pour la manifestation, lui, il trinquait avec le préfet. Les paysans voient bien de quel côté de la barrière sont des gars comme lui...

En plus, dans certains cantons, on voit des gars quitter la FDSEA pour aller au MODEF, dans d'autres cantons, c'est l'inverse. Ce qu'il faut voir c'est que les gars ne sont ni d'accord avec les propositions nationales de la FNSEA, ni avec celles du MODEF, mais dans les deux cas, ils vont là où c'est le plus combatif, là où les syndicalistes font le plus de travail sur le terrain.

**F.R. : Est-ce que l'idée se développe ici que la lutte des paysans rejoint celle de la classe ouvrière ?**

**Georges :** Oui, bien sûr, et c'est très net après des grèves comme celles du Joint Français ou des abattoirs de Doux. Devant de telles luttes, les gens font un choix, c'est un choix politique.

## CHINE: LES PAYSANS ET L'EDIFICATION DU SOCIALISME

Dans sa masse, le peuple chinois est avant tout un peuple de paysans.

Les paysans ont été la force principale de la longue lutte armée grâce à laquelle le peuple chinois, en 1949, a finalement chassé les impérialistes (américains, japonais, européens) et les propriétaires fonciers, et établi son pouvoir. Comme le dit Mao Tsé-toung : « chaque fois qu'on parle de « lutte armée » en Chine, cela revient à parler de la guerre des paysans ».

Vingt cinq ans après, on peut comparer : le paysan pauvre d'avant la révolution, écrasé par les fermages exorbitants, l'usure, l'impôt, mourant de faim malgré un travail très dur ; et le membre de la Commune Populaire d'aujourd'hui, qui a de quoi vivre tout à fait décentement, faire des économies, construire sa maison, la meubler : un paysan qui vit mieux chaque année, et peut regarder l'avenir avec confiance.

### LA COLLECTIVISATION PROGRESSIVE

Ce grand changement, le paysan chinois le doit au socialisme. En particulier, à l'organisation de la Commune Populaire, qui rassemble aujourd'hui, des dizaines de milliers d'habitants de la campagne. On n'en est pas arrivé là du jour au lendemain.

Au lendemain de la prise du pouvoir par le peuple, et jusqu'en 1952, le pouvoir populaire a d'abord réalisé « la terre à ceux qui la travaillent » : 40 millions d'hectares des propriétaires fonciers partagés entre les paysans. Cette réforme agraire, le paysan chinois s'était battu pour elle pendant des siècles. Mais elle ne pouvait être qu'une base de départ : ou bien c'était la propriété individuelle qui continuait, et les paysans riches devenaient peu à peu capitalistes, et se mettaient à exploiter les paysans pauvres d'une nouvelle façon : c'est ce qui commençait à arriver. Ou bien, on luttait contre cette tendance : l'agriculture chinoise devenait progressivement collective.

Petit à petit, les paysans chinois se sont groupés. Au début, ils ont fait des groupes d'entraide : quelques familles qui possédaient chacune en privé la terre, les bêtes le matériel et la récolte, mais qui se groupaient pour travailler ensemble.

Puis, la coopérative « de type élémentaire » : plus grande, et où les paysans qui avaient mis en commun les moyens de production, se partageaient le revenu selon leur travail, mais aussi

selon leur apport initial.

La coopérative « de type supérieur », qui possédait la totalité des moyens de production, et où les paysans se partageaient les revenus uniquement selon leur travail.

Aucune de ces transformations ne s'est faite par la contrainte ; à chaque fois, c'était l'expérience, les contradictions rencontrées dans la vie, qui plaçaient les paysans devant le choix : aller de l'avant ou reculer. Par exemple, les groupes d'entraide permettaient de meilleurs rendements, qui amenaient chacun à souhaiter qu'on commence le travail par sa terre à lui : La coopérative résoud cette contradiction. Ou encore, la coopérative de type élémentaire, en groupant plus de forces, permettait de faire des travaux comme l'irrigation. Mais la terre restant propriété privée, l'intérêt individuel créait de nouvelles difficultés : sur les terres de qui le canal allait-il passer ? En supprimant la propriété privée de la terre, la coopérative « de type supérieur » résoud cette nouvelle contradiction.

### LA COMMUNE POPULAIRE, INSTRUMENT DE DEVELOPPEMENT.

Aujourd'hui, la campagne chinoise est organisée en Communes Populaires. Né en 1958 dans la province du Honan, à l'initiative de certaines coopératives, le système de la Commune a été adopté par les paysans dans toute la Chine, grâce au Parti Communiste qui le leur a fait connaître. C'est une organisation toute nouvelle, produit de l'initiative des masses chinoises. Elle a permis un grand développement de la production agricole.

La commune prolonge l'ancienne coopérative ; elle regroupe plusieurs dizaines d'équipes de production : l'équipe de production est à peu près de la taille des anciennes coopératives. Elle continue à être propriétaire de la terre, de certains instruments de production. C'est l'équipe qui répartit entre ses membres le revenu de la production agricole. Mais l'échelle plus vaste de la commune permet à la population de disposer de moyens de production plus efficaces : là où une équipe ne pourrait pas construire une briquetterie, un atelier de réparations de machines agricoles, la Commune, elle, peut le faire.

Ces moyens de production restent la propriété collective de la Commune, et les travailleurs qui les font tourner

sont payés par la Commune, dont ils sont également membres. Ils servent le développement de la production de chacune des équipes. La Commune permet aux paysans chinois de s'organiser par milliers pour réaliser ces grands travaux d'aménagement et d'irrigation qui bouleversent la campagne chinoise et la vie de ses habitants. C'est d'ailleurs la réalisation de ces grands travaux qui a suscité sa naissance en 1958. Mao Tsé-toung a exprimé simplement ce rôle de la Commune dans le développement de la campagne chinoise en disant : « la Commune, c'est bien, parce que c'est grand ».

Mais il a dit aussi : « c'est bien, parce que c'est public ».

### LE POUVOIR DES MASSES

En effet, la Commune n'est pas simplement une organisation économique. Elle est l'échelon de base du pouvoir populaire à la campagne. S'agit-il d'organiser la milice populaire, de mettre sur pied et de diriger une école, un hôpital, de rendre la justice ? C'est l'affaire de la Commune. Une administration unique, simple, prend en charge tous les aspects de l'organisation sociale. Cette Commune appartient à ses habitants.

Ses dirigeants sont élus, non pas, comme nos députés, pour parler, mais pour faire le travail de direction ; ils sont révocables ; leur action se déroule au grand jour, est soumise au contrôle de tous et de chacun. Soixante jours par an, pour ne pas de couper des masses, s'élever au-dessus d'elles, ils participent au travail productif. Vient-on à visiter les bureaux de la Commune dans la journée ? On ne les y trouvera guère : ils sont aux champs, sur le chantier, à l'école, dans une famille : là où, sur le terrain, leur action est nécessaire. Le dirigeant élu de l'équipe de production, le trésorier, également élu, restent purement et simplement des paysans. Une telle organisation de la campagne réalise une démocratie sans précédent, le véritable pouvoir des masses.

Avant tout, ce pouvoir des masses, c'est le fruit de leur propre lutte, une lutte permanente contre les tendances au retour au passé. Qui n'a entendu parler de la Révolution Culturelle ? A la campagne, comme dans toute la société chinoise, elle a signifié une lutte pour le pouvoir. Face à certains éléments du Parti Communiste, à certains cadres, qui s'étaient coupés



des masses, qui se faisaient les porteurs d'une ligne de retour au capitalisme, les paysans chinois, en premier lieu les anciens paysans pauvres, n'ont pas toléré l'extension des parcelles individuelles, des marchés ruraux incontrôlés, la dissolution de leur économie collective. Ils ne toléreront jamais le retour au passé.

### UN ETAT SOCIALISTE

La Commune Populaire chinoise n'a pu exister et se développer que parce que le pouvoir est à l'échelle nationale entre les mains du peuple. Un lien vivant, indissoluble, unit chaque Commune à l'Etat socialiste. C'est l'Etat qui fixe les impôts agricoles (actuellement autour de 5% de revenu), à un niveau qui n'augmente pas en valeur, pendant que la production se développe ; c'est lui qui fixe les prix des produits industriels utilisés à la campagne de façon qu'ils baissent toujours plus vite que ceux des produits agricoles, assurant ainsi une progression plus rapide des revenus des paysans, un rapprochement du niveau de vie de la campagne et de la ville. Une telle politique est l'expression concrète de l'alliance solide de la classe ouvrière et de la paysannerie, de la solidarité des ouvriers avec leurs frères paysans. Ce soutien s'exprime aussi directement, dans l'organisation même de la production. C'est ainsi que les ouvriers des usines de tracteurs font des enquêtes minutieuses à la campagne

pour connaître les qualités exactes requises pour le matériel ; que ceux d'une usine de moteurs électriques aident techniquement et matériellement les paysans d'une Commune à réaliser l'électrification. En retour, le paysan chinois a hautement conscience de son appartenance à une société socialiste. A Tatchai, brigade de la production citée en exemple dans toute la Chine, une discussion s'établit un jour : certains membres des brigades voisines s'étaient moqués des paysans qui, un jour de fête au chef-lieu du district, mangeaient du pain plus grossier que le leur, parce que la brigade de Tatchai consacrait ses efforts à soutenir l'Etat socialiste en lui vendant toujours plus de grain. C'est le dirigeant de la brigade qui devait tirer la conclusion : « Nous ne pouvons nous contenter d'élever notre niveau de vie et ne penser qu'à nous. Nous devons penser au pays ».

La France n'est certes pas la Chine. Nous n'aurons pas à partager les terres des seigneurs ; la mécanisation est déjà poussée. Mais le socialisme que nous voulons construire aura des traits communs avec le socialisme chinois : une politique de collectivisation progressive et volontaire à la campagne, l'unité solide des ouvriers et des paysans ; le pouvoir démocratique des larges masses, et une production orientée pour satisfaire les besoins de tous. Quel est l'ouvrier ou le paysan qui n'appelle pas de ses vœux une telle société ?

## OCTOBRE

le numéro spécial comportant les textes du Congrès Constitutif du P.C.R. (ml) est paru (10 f)

PASSEZ VOS COMMANDES A

"OCTOBRE B.P. 34 75061 Paris Cédex 02"

## DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18